

Enquête financière – Premier trimestre 2005

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Selon les établissements bancaires interrogés, la situation de trésorerie des entreprises, au premier trimestre 2005, a, dans l'ensemble, peu varié. La trésorerie des grandes entreprises apparaît plus aisée que celle des petites et moyennes entreprises.

Les difficultés de paiement n'ont guère évolué par rapport au trimestre précédent.

Les résultats bruts d'exploitation ont diminué et les besoins en fonds de roulement ont légèrement augmenté.

Les besoins de financement long se sont réduits. Les projets d'investissement, qui s'annonçaient dynamiques lors des précédentes enquêtes, s'inscrivent en repli.

Le patrimoine financier des particuliers a progressé au premier trimestre.

Le niveau d'endettement global des particuliers a faiblement régressé d'un trimestre à l'autre ; les difficultés de paiement ont légèrement fléchi.

Au cours du deuxième trimestre 2005, selon les établissements bancaires interrogés, la demande globale de crédit des particuliers devrait continuer de progresser.

Pour les entreprises, la demande de crédit à moyen et long termes se ferait un peu moins vive.

Direction de la Conjoncture
Service des Synthèses conjoncturelles

1. Le comportement des établissements de crédit

Comportement des établissements de crédit

	<i>(solde des opinions)</i>							
	2003			2004			2005	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Rémunération des placements								
des particuliers	- 26	- 30	- 9	- 10	2	0	- 1	1
des entreprises	- 29	- 18	- 7	- 7	- 2	- 1	- 8	- 1
Taux des crédits								
aux particuliers	- 54	- 5	- 2	- 26	14	- 8	- 20	- 14
aux entreprises	- 43	- 4	1	- 14	1	- 14	- 16	- 18
Prix des services								
aux particuliers	9	5	9	11	7	11	8	14
aux entreprises	4	8	7	8	5	3	6	6
Marges bancaires	- 9	- 4	- 3	- 16	- 19	- 16	- 17	- 28
Évolution prévue de la demande de crédit	18	22	27	26	23	27	24	26

Au cours du premier trimestre, la concurrence entre les établissements de crédits dans le domaine du crédit s'est, dans l'ensemble, intensifiée par rapport au trimestre précédent, notamment pour les prêts accordés aux particuliers.

La diminution des conditions débitrices s'est poursuivie, à un rythme toutefois légèrement moins marqué qu'au trimestre précédent pour les particuliers.

Les conditions créditrices sont, quant à elles, restées relativement stables.

Les marges bancaires se sont réduites, en dépit d'un relèvement des prix des services, notamment pour les particuliers.

Pour les prochains mois, les établissements de crédit interrogés prévoient une progression de la demande globale de crédit.

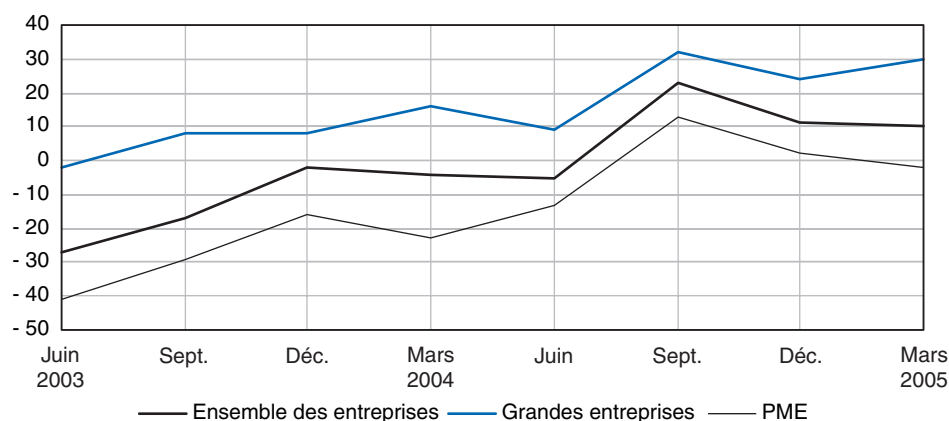
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2003			2004			2005	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 27	- 17	- 2	- 4	- 5	23	11	10
Grandes entreprises	- 2	8	8	16	9	32	24	30
PME	- 41	- 29	- 16	- 23	- 13	13	2	- 2
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 15	- 23	6	- 5	0	3	7	7
Grandes entreprises	3	11	14	7	12	7	18	18
PME	- 16	- 26	6	- 15	- 2	2	2	2
Difficultés de paiement	17	15	8	2	3	- 4	- 3	- 2
Résultats bruts d'exploitation	- 41	- 39	- 14	- 20	- 3	5	10	- 9
Besoins en fonds de roulement	11	14	9	19	13	1	3	4
Investissements globaux	- 16	- 13	15	- 13	14	9	12	- 6
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	7	8	8	- 5	5	- 11	- 2	2
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 13	6	28	- 2	17	11	15	- 5
Situation de l'endettement global	2	8	15	- 1	- 1	- 13	1	- 12
Dépôts à vue (encours moyen)	- 1	2	1	1	9	17	22	15
Placements nouveaux liquides	- 13	- 15	- 20	- 13	- 5	- 5	3	- 2
Placements nouveaux en titres négociables	- 2	1	- 5	8	0	8	15	8
dont : Titres d'OPCVM	- 2	6	- 1	5	4	12	18	14
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	16	19	24	17	16	11	5	13
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	4	12	28	19	20	23	12	9

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions – séries brutes)



La situation financière des entreprises s'est globalement stabilisée au premier trimestre 2005. Elle apparaît, toutefois, un peu moins large qu'au trimestre précédent dans les petites et moyennes entreprises, et plus importante dans les grandes entreprises.

Au cours des prochains mois, les trésoreries ne devraient guère évoluer pour l'ensemble des firmes ; la situation des grandes entreprises demeurerait plus favorable que celle des petites et moyennes entreprises.

Les résultats bruts d'exploitation se sont contractés face à un léger accroissement des besoins en fonds de roulement, sous l'effet de l'allongement des délais de règlement et du coût relativement élevé des matières premières.

Les difficultés de paiement évoluent peu par rapport au quatrième trimestre 2004.

En matière d'investissements, les anticipations redeviennent prudentes. Les demandes de prêts à moyen et long termes reculent par rapport aux trimestres précédents et concernent, le plus souvent, des opérations de renouvellement, de recherche de productivité ou de mise en conformité.

Cette situation a entraîné une baisse sensible du niveau de l'endettement global.

Durant la période sous revue, les encours des dépôts à vue ont progressé plus faiblement qu'au trimestre précédent.

Les placements nouveaux liquides se sont réduits, tandis que ceux en titres négociables ont progressé.

Au cours des prochains mois, selon les établissements de crédit interrogés, la demande de crédit de trésorerie devrait progresser plus vivement qu'au trimestre précédent. Dans le même temps, la demande de prêts à moyen et long termes enregistrerait une hausse d'ampleur plus modérée qu'au premier trimestre 2005.

3. Le comportement des particuliers

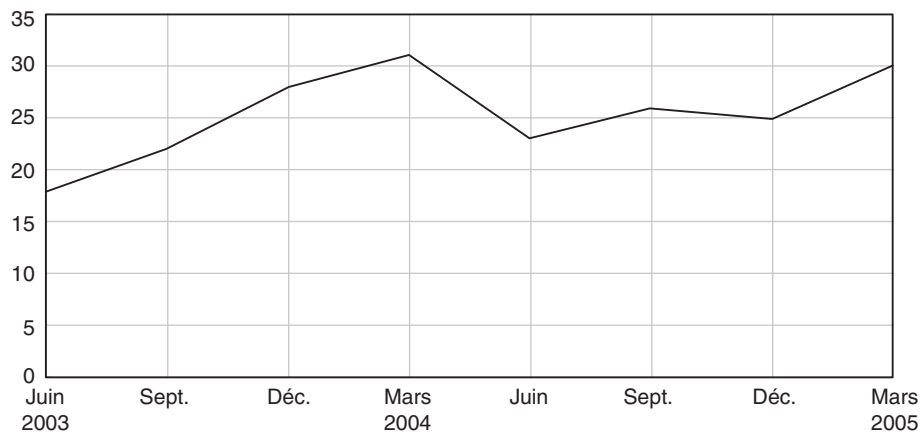
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2003			2004			2005	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Situation du patrimoine financier	18	22	28	31	23	26	25	30
Encours moyens des dépôts à vue	21	16	30	28	37	26	29	14
Encours moyens des livrets	45	16	25	22	15	22	31	22
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	- 36	- 33	- 35	- 24	- 8	- 8	- 21	- 26
Placements nouveaux en PEL	0	10	7	- 9	- 20	- 19	- 3	- 10
Placements en actions	- 34	- 17	7	13	9	- 8	- 1	7
Placements en obligations	- 12	- 14	- 13	- 3	- 2	- 4	- 2	0
Placements en OPCVM court terme	- 3	- 1	4	10	- 1	5	- 3	3
Placements en autres OPCVM	- 3	8	12	28	21	9	15	17

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



La situation du patrimoine financier des ménages s'est amélioré au cours du premier trimestre 2005, notamment sous l'effet d'une revalorisation des portefeuilles.

La progression des encours moyens des dépôts à vue et des livrets a légèrement ralenti, mais reste relativement soutenue.

Parallèlement, les placements en comptes à terme et en certificats de dépôts et, dans une moindre mesure, les placements nouveaux en PEL se sont réduits.

Les placements en produits d'assurance-vie sont restés très dynamiques.

Les placements nouveaux en actions ont légèrement progressé.

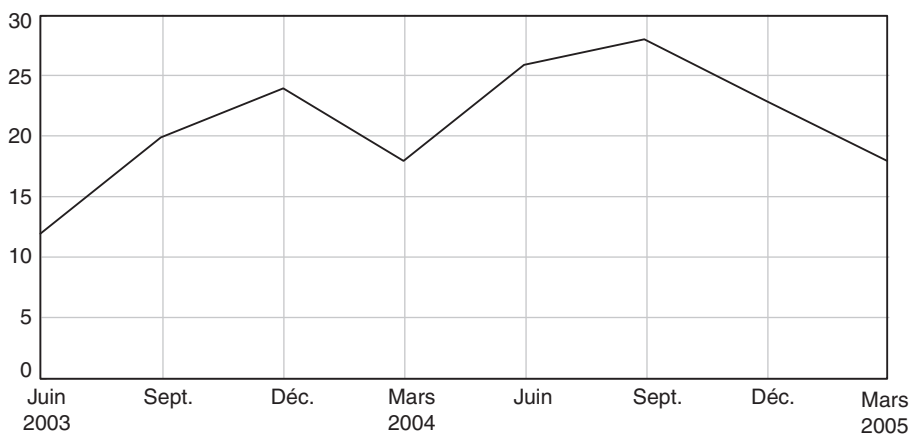
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2003			2004			2005	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Situation de l'endettement global	12	20	24	18	26	28	23	18
Difficultés de paiement	7	7	9	5	0	4	3	- 1
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	19	21	14	2	10	7	6	7
Utilisations nouvelles de prêts personnels	30	22	31	10	21	24	22	10
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	65	62	63	56	74	49	43	45
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	14	14	17	24	21	17	17	21
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	32	26	33	44	39	18	22	29

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Au cours du premier trimestre, l'endettement global des ménages s'est de nouveau contracté.

Les difficultés de paiement se sont stabilisées.

Les utilisations nouvelles de crédits de trésorerie et de prêts personnels ont augmenté plus modérément au premier trimestre, en raison, notamment, de la baisse des dépenses de consommation des ménages.

Les utilisations nouvelles de prêts immobiliers ont progressé au même rythme qu'au trimestre précédent.

Les prévisions des établissements interrogés sont assez confiantes. Ainsi, au cours des prochains mois, une augmentation de la demande est attendue pour les crédits immobiliers et, dans une moindre mesure, pour les crédits de trésorerie.